

Blois, le 24 juin 2006



DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
DU CENTRE

Groupe de Subdivisions du Loir-et-Cher
49 bis, rue Laplace
41000 BLOIS
Téléphone : 02 54 74 98 80
Télécopie : 02 54 74 08 09
Internet : www.centre.drirc.gouv.fr

Le Directeur

Gidie : RAGOK - RAAPC
Réf : 2006/258 -
Affaire suivie par :

@industrie.gouv.fr

\\VLG01\Y\G\IND\INDUSTRIE\SEPCHAT DIB\Rapport\rapport agrément VHU
SEPCHAT 2.doc

INSTALLATIONS CLASSEES

SEPCHAT
20 rue Rocheboyer
SAINT-OUEN
BP01
41101 VENDOME cedex

Agrément des exploitants d'installations de
dépollution et de démontage des véhicules
hors d'usage (démolisseurs) et
modification des prescriptions applicables

RAPPORT DE LA DRIRE A M. LE PREFET DE LOIR-ET-CHER

Par courrier du 31 mars 2006, la société SEPCHAT a transmis à la préfecture de Loir-et-Cher une demande d'agrément pour la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage (démolisseur) sur son site de Saint-Ouen.

1. CADRE REGLEMENTAIRE

a) Dispositif de traitement des VHU

Le décret n°2003-727 du 1^{er} août 2003 a introduit le cadre réglementaire pour l'élimination des véhicules hors d'usage (VHU). Son article 9 prévoit que les exploitants des installations d'élimination des VHU (broyeurs et démolisseurs) doivent être titulaires d'un agrément préfectoral.

Les VHU ne peuvent être remis par leur détenteurs (propriétaires, personnes agissant pour les propriétaires, autorités dont relèvent les fourrières) qu'à des démolisseurs ou des broyeurs agréés, ou à des centres de regroupement créés par les producteurs de véhicules.

Les démolisseurs agréés assurent la prise en charge, le stockage, la dépollution et le démontage des VHU. Ils confient ensuite les VHU à un broyeur agréé qui assure la destruction finale des véhicules par découpage ou broyage. Les véhicules peuvent toutefois être remis directement par leurs détenteurs à un broyeur agréé qui assurera la dépollution et le démontage avant la destruction des véhicules.

Le nouveau dispositif est opérationnel depuis le 24 mai 2006, date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 6 avril 2005 pris en application de l'article 13 du décret.

b) Éléments de traçabilité introduits par le décret du 1^{er} août 2003

L'article 13 du décret a introduit 2 documents pour la traçabilité des véhicules :

- le récépissé de prise en charge d'un véhicule pour destruction,
- le certificat de destruction d'un véhicule.

Ces 2 documents sont en fait regroupés sur le seul imprimé CERFA n°12514*01. Cet imprimé (disponible à partir de mai 2006) ne pourra être rempli que par les opérateurs agréés.

Le récépissé de prise en charge pour destruction (partie supérieure de l'imprimé CERFA) est remis par l'opérateur agréé au propriétaire qui lui remet son véhicule, en échange de la carte grise. Une copie du récépissé est également adressée à la Préfecture d'immatriculation du véhicule.

Le certificat de destruction d'un véhicule (partie inférieure de l'imprimé CERFA) est complété par le broyeur agréé dans les 15 jours suivant la destruction du véhicule, et transmis à la Préfecture d'immatriculation du véhicule qui peut alors procéder à l'annulation de l'immatriculation.

c) Agréments des opérateurs

L'agrément est délivré, suspendu et retiré selon les modalités de l'article 43-2 du décret du 21 septembre 1977. Pour les installations existantes et autorisées (rubrique 286 de la nomenclature des installations classées), l'agrément est accordé par arrêté préfectoral complémentaire dans les conditions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977.

La procédure d'agrément des opérateurs a été précisée dans l'arrêté ministériel du 15 mars 2005. Le demandeur ne peut être qu'un démolisseur ou un broyeur.

Le dossier doit contenir une déclaration du pétitionnaire par laquelle il s'engage à respecter un des deux cahiers des charges annexés à l'arrêté du 15 mars 2005. Ce cahier des charges impose notamment à l'opérateur de procéder à la dépollution du véhicule (retrait des batteries et des fluides notamment) avant tout autre opération.

Un organisme qualifié doit attester de la conformité des installations du demandeur aux dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation d'une part, et aux exigences techniques mentionnées à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 d'autre part (comportant notamment l'imperméabilisation des aires de réception des VHU non dépollués). Par la suite les opérateurs agréés devront faire réaliser un contrôle annuel de leurs installations par un organisme qualifié.

2. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

La société SEPCHAT exploite à St Ouen une activité de transit de déchets industriels banals ou dangereux ainsi qu'une installation de récupération de véhicules hors d'usage.

Elle est autorisée à exploiter ces installations par arrêtés préfectoraux du 17 mai 2004, sous les rubriques 167a, 286, 322a, 329, 2564.3, 98bisC, 128, 1418, 1430, 1432 et 1434 de la nomenclature des installations classées

La société SEPCHAT reçoit des véhicules hors d'usage remis par des propriétaires ou des « casses automobiles » venant du département de Loir-et-Cher. Les véhicules sont amenés sur le site par leur détenteur ou transportés par l'exploitant. La capacité maximale d'accueil sollicitée est de 2500 VHU/an.

Outre la prise en charge et le stockage des VHU, les opérations effectuées sur le site sont la dépollution et le démontage des VHU. Aucune opération de broyage ou de découpe au chalumeau n'est réalisée sur le site. A ce titre l'exploitant sollicite un agrément "démolisseur".

3. INSTRUCTION DE LA DEMANDE D'AGREMENT

Le dossier transmis le 31 mars 2006, complété les 22 mai et 13 juin 2006, contient l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage.

a) Eléments de l'article 43-2 du décret du 21 septembre 1977

Le dossier présenté contient toutes les informations exigées par l'article 43-2 du décret du 21 septembre 1977.

b) Engagement de respecter le cahier des charges

Le pétitionnaire s'est engagé à respecter le cahier des charges "démolisseur" défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005.

c) Attestation de conformité

Le dossier contient une attestation de conformité établie le 9 mars 2006 par la société ECOPASS, accrédité pour la vérification de l'enregistrement EMAS. Ce référentiel est nommément prévu à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005.

Cette attestation met en évidence plusieurs non conformités :

1^o) au cahier des charges démolisseur :

- Absence d'utilisation du formulaire de suivi de la prise en charge d'un véhicule pour destruction : comme signalé par l'organisme ce formulaire n'est obligatoire qu'à partir de mai 2006, il ne s'agit pas proprement d'une non conformité.
- Absence de retrait des fluides de circuit d'air conditionné, des liquides de refroidissement, antigel, et des liquides de freins. L'organisme mentionne la commande d'une station de dépollution effectuée le 6 mars 2006. Celle-ci est jointe au dossier de demande ainsi que l'accusé de réception du fournisseur qui mentionne une livraison en semaine 21 sur le site de BONNEVAL et non sur celui de St Ouen. Dans son courrier du 22 mai 2006, la société SEPCHAT a indiqué qu'il s'agissait d'une installation mobile qui se déplace sur ses différents sites (ce matériel est effectivement mobile).
- Absence d'enlèvement des pneumatiques et du verre : le pétitionnaire s'est engagé à respecter le cahier des charges et a indiqué dans son courrier du 24 mai que les pneumatiques étaient démontés depuis mai et valorisés par le réseau ALIAPUR mais que par contre, elle ne connaissait pas à ce jour de filière de valorisation des pare-brises.
- Absence de mention spécifique des VHU dans la déclaration annuelle. L'obligation de déclaration dans le cahier des charges résulte de l'agrément et n'est pas un préalable à celui-ci. Il n'y a donc pas non conformité sur ce point.

2^o) à l'arrêté préfectoral du 17 mai 2004 (article 3.1.6.3)

Les normes de rejet en DCO et MES ne sont pas respectées au vu d'un prélèvement du 14 décembre 2005 mais les résultats de décembre 2005 montrent une amélioration (suite à la mise en place de filtres notamment, par rapport au prélèvement précédent d'avril 2005 (disparition de la non conformité sur les hydrocarbures, réduction de la DCO et des MES, comme souligné par le pétitionnaire dans un courrier du 13 juin 2006. Dans son courrier du 22 mai 2006, le pétitionnaire indique que depuis avril 2006, il a mis en place des bennes étanches pour les stockage des moteurs.

5. CONCLUSIONS ET PROPOSITION

- Considérant que le dossier contient l'ensemble des éléments demandés à l'article 43-2 du décret du 21 septembre 1977,
- Considérant que l'attestation de l'organisme accrédité fait apparaître plusieurs non conformités toutes levées à ce jour sauf le non respect des valeurs limites de rejet fixées par l'arrêté préfectoral du 17 mai 2004,
- Considérant que la société SEPCHAT a pris des mesures de nature à diminuer ses rejets polluants sans toutefois qu'une analyse ne vienne attester un retour à la conformité,

La DRIRE propose à Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher de donner une suite favorable à la demande d'agrément "démolisseur" (dépollution et démontage de véhicules hors d'usage) présentée par la société SEPCHAT, sous réserve qu'elle produise, préalablement à la délivrance de l'agrément, une analyse attestant la conformité de ses rejets.

Conformément à l'article 18 du décret du 21 septembre 1977, le projet d'arrêté doit être soumis au CODERST auquel il est proposé de remettre un avis favorable.

P/ le Directeur et par délégation
Le chef du groupe de subdivisions de Loir-et-Cher
Inspecteur des installations classées



Copie : DRIRE /DEISS